

si le gouvernement a l'intention de profiter de la présence ici de représentants du Japon, de l'URSS et des «USSA»... (*Exclamations*)... Pardon, je veux dire les «USA». Le gouvernement se propose-t-il de profiter de la présence de ces représentants au Canada pour chercher à savoir s'il serait possible d'étendre ce traité quadripartite à d'autres secteurs de pêche du Pacifique?

L'hon. M. Robichaud: Non, monsieur l'Orateur.

M. D. V. Pugh (Okanagan-Boundary): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à poser au ministre des Pêcheries. Je me demande si le ministre a reçu un mémoire de la délégation des pêcheurs, et s'il l'a étudié. Si je comprends bien, il doit rencontrer les délégués ce soir.

L'hon. M. Robichaud: Oui, monsieur l'Orateur. J'ai reçu le mémoire et je dois rencontrer les délégués entre cinq et six heures ce soir.

M. Pugh: Le ministre a-t-il déjà étudié le mémoire? C'est très important.

L'hon. M. Robichaud: Oui, j'étudie le mémoire depuis quelque temps, comme j'ai reçu une lettre du secrétaire du groupe m'informant des questions qui seront soulevées ce soir.

M. Frank Howard (Skeena): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Étant donné que toutes les questions soulevées dans le mémoire sont en souffrance depuis deux ans, je me demande si le ministre des Pêcheries consentirait à déférer la question à l'homme d'action qu'est le ministre des Transports pour qu'on obtienne une décision.

LA LOI SUR LES JUGES

DEMANDE RELATIVE AUX MODIFICATIONS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Robert McCleave (Halifax): Monsieur l'Orateur, après la mise au point du député de Timiskaming, j'ai maintenant à poser au ministre de la Justice une question qui ne scandalisera personne. Le ministre a-t-il reçu du procureur général de la Nouvelle-Écosse une demande relative à la modification de la loi sur les juges: si oui, que fait-on pour y donner suite?

L'hon. Lucien Cardin (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, je crois savoir que cette question est au *Feuilleton*; nous y viendrons donc en temps utile.

[M. Barnett.]

QUESTION POSÉE AU CABINET

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Donald MacInnis (Cap-Breton-Sud): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Transports. Le ministre sait-il que le ministre de la Défense nationale lui a adressé des reproches à propos de la communication de renseignements météorologiques à Rankin Inlet en décembre dernier?

L'hon. J. W. Pickersgill (ministre des Transports): Non, monsieur l'Orateur.

• (3.20 p.m.)

LES SUBSIDES

La Chambre se forme en comité des subsides sous la présidence de M. Rinfret.

LA DÉFENSE NATIONALE

1. Administration ministérielle, y compris subventions aux associations, instituts et autres organismes militaires, selon le détail des affectations, et autorisation de contracter, par dérogation à l'article 30 de la Loi sur l'administration financière et sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant \$2,560,546,715 aux fins des crédits 1, 5, 15, 25, 30, 35, 40, et 45 du ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle tombera le paiement desdits engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de \$1,044,262,000 deviendra payable dans les années à venir), et autorisation de faire des avances recouvrables aux termes de l'un quelconque desdits crédits et, nonobstant la Loi sur l'administration financière, de dépenser le revenu reçu au cours de l'année à l'égard de l'aide rendue aux Nations Unies, à un membre de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord ou à un gouvernement provincial ou municipal, \$5,204,855.

L'hon. M. Starr: Monsieur le président, comme le ministre de la Défense nationale n'est pas ici pour l'étude de ses prévisions de dépenses cet après-midi et qu'on ne sait au juste quand il reviendra, puis-je dire un mot au leader de la Chambre? Puis-je proposer au gouvernement de suspendre temporairement l'étude des crédits de la Défense afin d'aborder ceux du ministère de la Justice? Je sais que le premier ministre a promis de faire une déclaration à la Chambre au sujet du cas Spencer. Si l'on adoptait cette façon de procéder, il pourrait être libre de s'occuper d'autres travaux urgents. Cette proposition agréée-t-elle à la Chambre?

L'hon. M. McIlraith: Monsieur le président, nous attendons le ministre de la Défense nationale pour cette heure-ci. Son avion a sans doute été retardé.

M. Fairweather: Ce doit être un F-5.

L'hon. M. McIlraith: Le ministre de la Justice est présent, et si le comité le désire,